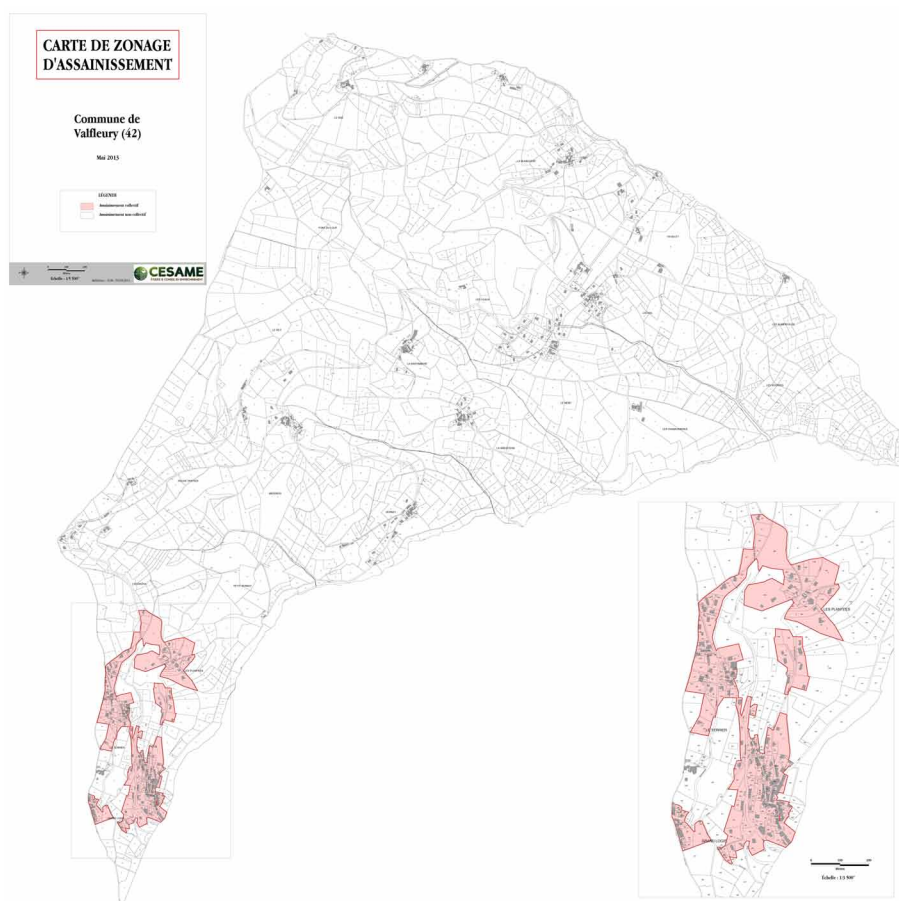


# **Modification du zonage d'assainissement**

---

## **RAPPORT**



Ref : TD/1648/20/06/2013

**Juin 2013**

**Bureau d'études CESAME**  
**ZA du Parc – Secteur Gampille**  
**42 490 FRAISSES**  
**tel : 04 77 10 12 10**  
**Mail : [cesame.environnement@wanadoo.fr](mailto:cesame.environnement@wanadoo.fr)**



## Table des matières

1. Cadre réglementaire.....	1
2. Méthodologie.....	3
3. Le zonage d'assainissement.....	5
3.1. Situation actuelle en matière d'assainissement.....	5
3.2.1. L'assainissement collectif.....	5
3.2.2. L'assainissement non collectif.....	6
3.2. Les projets d'assainissement collectif.....	6
4. Les solutions d'assainissement : le zonage.....	8
4.1. Raisons et motifs ayant permis d'arrêter le zonage.....	8
4.2. Assainissement collectif.....	8
4.3. Assainissement non collectif.....	9
4.2. Les eaux pluviales.....	9
5. Effets du zonage.....	10
5.1. Les principales obligations concernant l'assainissement non collectif.....	10
5.1.1. Responsabilités des propriétaires.....	10
5.1.2. Responsabilité de Saint-Etienne Métropole.....	12
5.2. Les principales obligations concernant l'assainissement collectif.....	15
5.2.1. Responsabilité des propriétaires.....	15
5.2.2. Responsabilité de Saint-Etienne Métropole.....	15
5.3. Les principales obligations concernant les eaux pluviales.....	16
5.3.1. Responsabilité des propriétaires.....	16
5.3.2. Responsabilité de Saint-Etienne Métropole.....	16

# 1. CADRE RÉGLEMENTAIRE

L'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 imposent aux communes de définir, après étude préalable, un zonage d'assainissement qui définit le mode d'assainissement le mieux adapté à chaque zone. Il doit être soumis à enquête publique avant d'être approuvé en dernier ressort par le Conseil municipal.

⇒ Ainsi, les communes ou leurs groupements sont tenues de délimiter, après enquête publique :

- **Les zones d'assainissement collectif** où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- **Les zones relevant de l'assainissement non collectif** où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
- Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Dans le cadre de la révision de son Plan Local d'Urbanisme, la commune de VALFLEURY a souhaité mettre à jour le zonage d'assainissement de son territoire, réalisé et validé en 2003, pour qu'il soit en adéquation avec les nouvelles orientations d'urbanisme et qu'il tienne compte des évolutions réglementaires.

⇒ *Ce rapport présente le zonage d'assainissement tel qu'il a été retenu par Saint-Etienne Métropole en concertation avec la commune, en justifiant les choix au regard des équipements existants ou prévus et des orientations d'urbanisme affichées au Plan Local d'Urbanisme.*

## 2. MÉTHODOLOGIE

- La commune de VALFLEURY a arrêté en 2003 un zonage d'assainissement, en cohérence avec le Plan d'Occupation des Sols alors en vigueur.

En parallèle à la réalisation de son Plan Local d'Urbanisme, elle a souhaité réétudier le zonage d'assainissement initial.

La mise à jour de ce zonage d'assainissement a consisté à redéfinir les limites des zones à assainissement collectif (et donc non collectif) en tenant compte :

- Des nouveaux logements,
- Des travaux d'assainissement collectifs réalisés,
- Du zonage du futur Plan Local d'Urbanisme.

La **carte de zonage d'assainissement**, établie sur fond de plan cadastral, est annexée au présent document ; elle délimite les zones à assainissement collectif, à assainissement non collectif, et celles à enjeu vis-à-vis de la gestion des eaux pluviales.

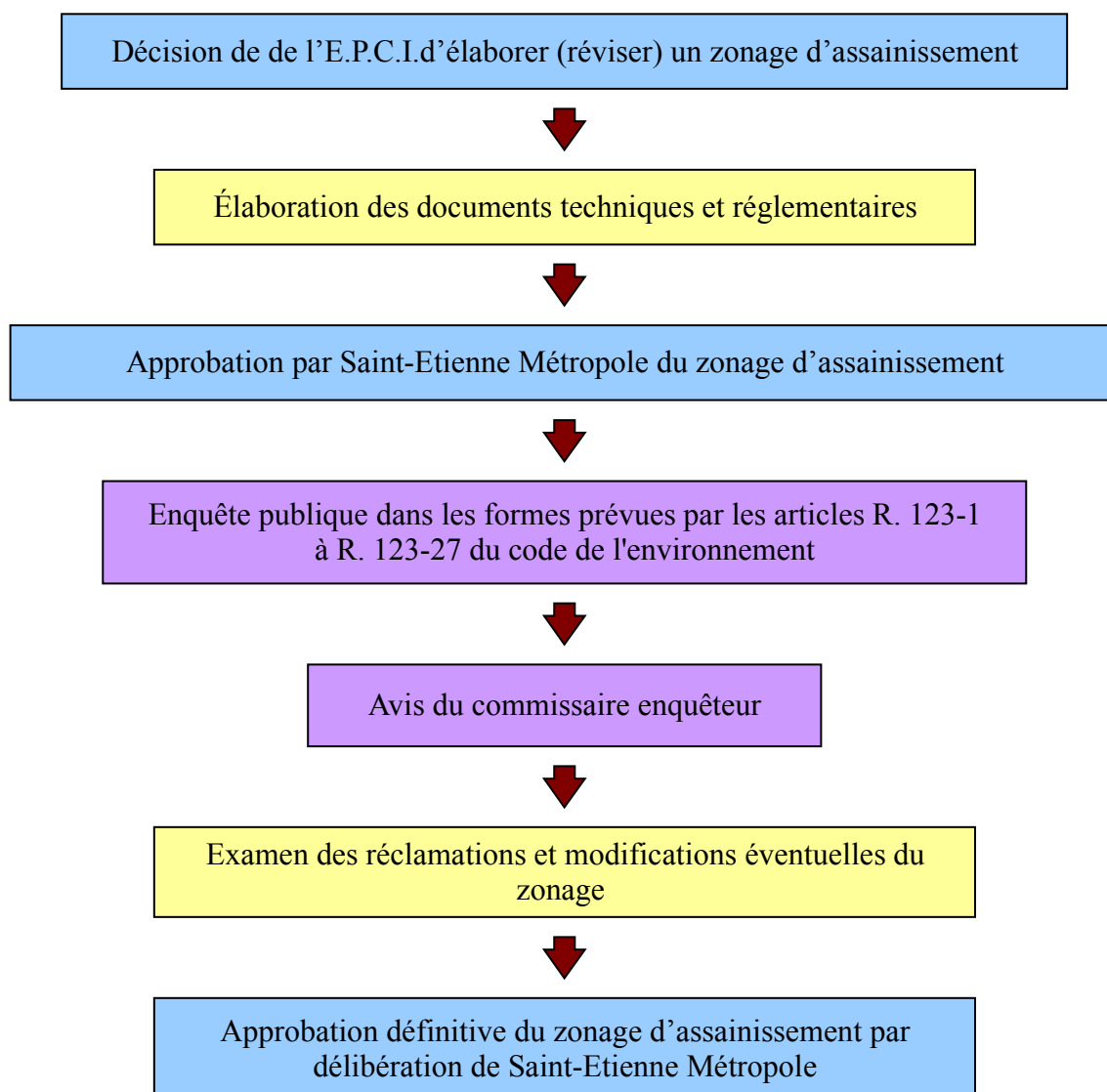
- Dans le cadre de la présente mise à jour, il n'a pas été réalisé d'étude de terrain complémentaire à celles engagées dans le cadre du zonage initial :

- étude de sol en particulier
- mais aussi reconnaissance générale des secteurs du Terrier, des Plantées et Grand Logis en périphérie du Bourg, de Mazenod, Vernay, le Mont, Lachal, la Baronnière, la Sibertièrre et la Blanchère avec pour objectifs l'étude des conditions de mise en place d'un réseau d'assainissement collectif.

- Le zonage d'assainissement doit être soumis à enquête publique dans les conditions fixées à l'article R 2224-8 du Code général des collectivités territoriales : l'enquête publique préalable à la délimitation des zones d'assainissement collectif et des zones d'assainissement non collectif est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent (ici Saint-Etienne Métropole), dans les formes prévues par les articles R. 123-1 à R. 123-27 du code de l'environnement.

Conformément à l'article R2224-9 du même code, le dossier soumis à l'enquête comprend un projet de délimitation des zones d'assainissement de la commune, faisant apparaître les agglomérations d'assainissement comprises dans le périmètre du zonage, ainsi qu'une notice justifiant le zonage envisagé.

➡ La procédure d'élaboration du zonage d'assainissement peut se résumer de la façon suivante :



Le nouveau zonage d'assainissement sera soumis à enquête publique conjointement au Plan Local d'Urbanisme.

## 3. LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

### 3.1. SITUATION ACTUELLE EN MATIÈRE D'ASSAINISSEMENT

#### 3.1.1. L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

- Le bourg de Valfleury et ses extensions (Les Plantées, le Terrier et Grand Logis) sont desservis par un réseau d'assainissement collectif réalisé en deux tranches principales (2000-2001 pour la première tranche, 2007-2008 pour la seconde). Le raccordement du Grand Logis a été réalisé en 2011 et celui du Terrier en 2010

Ce réseau eaux usées est séparatif à 70% et unitaire à 30%<sup>1</sup> ; il compte deux déversoirs d'orange.

Il dessert environ 140 abonnés pour près de 350 habitants (y compris l'ADAPEI représentant 50 E.H.). 4 activités sont raccordées dont un restaurant (35 couverts le midi et 120 le week-end en moyenne) et l'ADAPEI (fermeture prévue en 2014).

Les variations de volume enregistrées en tête de station d'épuration (entre 20 et 243 m<sup>3</sup>/j en 2012) mettent en évidence le transfert plus ou moins important d'eaux pluviales dans les réseaux d'assainissement. Des visites sur le réseau en périodes pluvieuses doivent être engagées en 2013 pour localiser les points d'intrusion d'eaux pluviales et préciser les travaux en entreprendre pour les éliminer.

- Le réseau d'assainissement est raccordé à une station d'épuration située en contrebas du bourg à l'Est (cf. plan synthétique des réseaux ci-après) qui se rejette dans la Durèze. Cette station d'épuration (maîtrise d'ouvrage et exploitation : Communauté d'Agglomération de Saint-Etienne-Métropole), mise en service en janvier 2014, est de type bassin d'infiltration percolation et présente une capacité de 450 E.H. Elle est suivie par la M.A.G.E. (Mission d'Assistance à la Gestion de l'Eau).

Le fonctionnement de la station d'épuration est considéré comme bon et la qualité du rejet en accord avec les normes en vigueur. Toutefois, les transferts plus ou moins importants d'eaux pluviales dans les réseaux eaux usées jusqu'à la station peuvent altérer la qualité du traitement.

Les charges hydrauliques et organiques sont équilibrées et en dessous des charges nominales<sup>1</sup>.

	Charge nominale	Charges reçues lors du bilan 24 h de 2011	
			En % de la charge nominale
Volume	68 m <sup>3</sup> /j	32,8 m <sup>3</sup> /j	≈ 48%
DBO5	27 kg/j	14,4 kg/j	≈ 53%

**Sur la base du bilan 24 h, la capacité de raccordement supplémentaire serait donc d'environ 210 E.H.**

1 Conseil Général de la Loire - Rapport annuel – Assistance technique et autosurveillance – Année 2012

### **3.1.2. L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

- Tous les autres secteurs urbanisés relèvent à ce jour de l'assainissement non collectif, soit environ 140 logements.

Sur le territoire communal, le SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif) est assuré par Saint-Etienne Métropole. Concernant les dispositifs en place, le constat actuel est le suivant (source : Saint-Etienne Métropole) :

- 53 dispositifs avec impact sanitaire et environnemental dûment constaté dont 21 avec un risque important
  - 34 dispositifs incomplets avec impact sanitaire et environnemental non avéré
  - 50 dispositifs complets (ou avec quelques anomalies), avec impact sanitaire et environnemental non avéré
- D'après les investigations conduites en 2002-2003, les sols sont globalement défavorables à l'assainissement non collectif par réinfiltration in-situ pour la plupart des zones étudiées : Les Plantées, le Terrier, Grand Logis, Mazenod, Vernay, La Baronnière, la Sibertièrre, Le Mont, Lachal, La Blanchère, le Gachet.

### **3.2. LES PROJETS D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

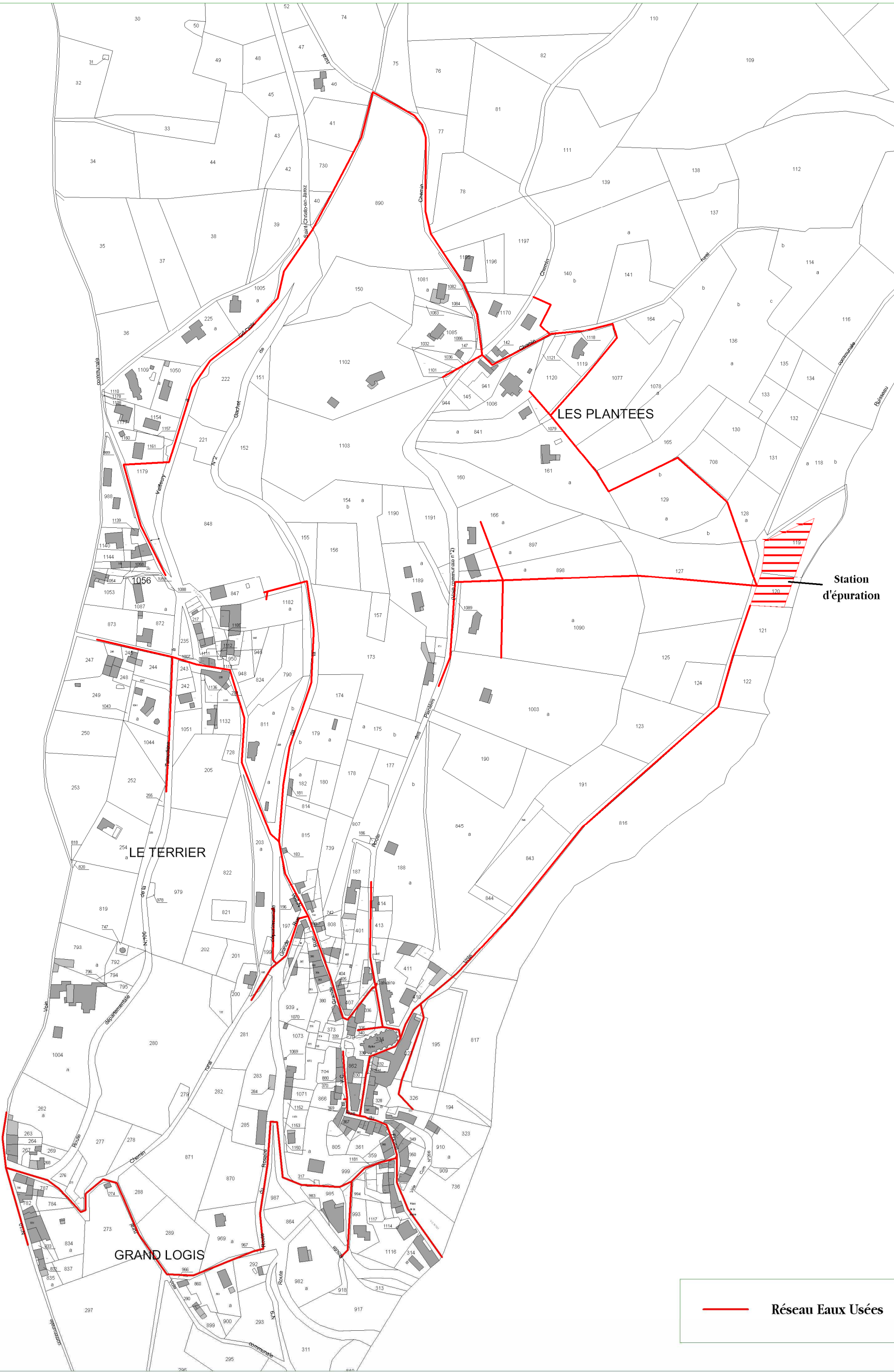
Pour tenir compte des contraintes d'assainissement non collectif, la commune a étudié les conditions de réalisation d'un réseau d'assainissement collectif permettant de desservir le Mont et Lachal, avec raccordement à une station d'épuration créée par la commune de Saint-Romain-en-Jarez sur le territoire de la commune de Valfleury.

Mais compte tenu du montant élevé du projet, et de l'état globalement bon des dispositifs d'assainissement non collectif sur ces secteurs (équipements pour la plupart récents et conformes), l'assainissement collectif n'a pas été retenu pour le Mont et Lachal.

Ce choix s'appuie également sur les perspectives d'urbanisation telles qu'elles sont traduites dans le PLU et qui concernent essentiellement les zones U prévues au Bourg et en périphérie (Les Plantées, le Terrier et le Grand Logis) dans les secteurs déjà desservis par l'assainissement collectif.



# PLAN SIMPLIFIÉ DES RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF





## 4. LES SOLUTIONS D'ASSAINISSEMENT : LE ZONAGE

Ce chapitre présente le choix de zonage d'assainissement (collectif - non collectif) tel qu'il a été retenu par Saint-Etienne Métropole en concertation avec la commune de Valfleury.

### 4.1. RAISONS ET MOTIFS AYANT PERMIS D'ARRÊTER LE ZONAGE

L'analyse et le croisement des critères suivants ont permis de motiver le choix de Saint-Etienne Métropole :

- Souhait d'urbanisation future (au regard du zonage du Plan Local d'Urbanisme),
- Etat et extension des équipements d'assainissement collectif au niveau du Bourg : réseau et station d'épuration récente,
- Densité du bâti dans les secteurs à assainissement individuel et possibilité de mise en œuvre/réhabilitation des dispositifs d'assainissement individuel,
- Coût des équipements envisagés (investissement et fonctionnement) pour les hameaux identifiés en assainissement collectif dans le cadre du premier zonage d'assainissement (Mazenod, Vernay, la Baronnière, la Sibertièrre, la Blanchère ainsi que le Mont et Lachal).

### 4.2. ASSAINISSEMENT COLLECTIF

⇒ **L'assainissement collectif concernera donc les secteurs déjà desservis par les réseaux** c'est à dire :

- le Bourg de Valfleury et ses extensions :
  - Les Plantées au Nord-Est,
  - Le Terrier au Nord,
  - et Grand Logis au Sud-Ouest.

Il n'est prévu aucune extension importante du réseau d'assainissement collectif. Seules des prolongations de collecteurs existants pourront être réalisées pour desservir l'ensemble des parcelles relevant de l'assainissement collectif et susceptibles d'être urbanisées au regard du PLU.

Sur la base du rapport de présentation, le PLU permettra la création d'environ 24 logements supplémentaires dans la zone d'assainissement collectif (zones UB, UC-UCa, UC et AUL du Bourg, des Plantées, et du Terrier).

Sur la base d'une moyenne de 2,5 habitants par logement, 60 habitants supplémentaires seront à terme raccordés à la station d'épuration ce qui est a priori compatible avec la capacité résiduelle de l'unité de traitement (cf. p.5).

### 4.3. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Les autres hameaux et lieux-dits, non retenus en assainissement collectif, les zones d'habitat diffus et quelques logements non raccordables gravitairement aux collecteurs existants relèveront de l'assainissement non collectif.

Les critères de choix ont été :

- La dispersion de l'habitat dans les lieux-dits,
- L'absence de nuisance majeure dans les secteurs à assainissement non collectif actuellement,
- Les conclusions défavorables des analyses technico-économiques conduites sur des projets d'assainissement collectif (ex : le Mont et Lachal).

⇒ **L'assainissement individuel** concernera donc :

- Les hameaux de Mazenod, Vernay, la Sibertière, La Baronnière, le Mont, Lachal, la Blanchère,
- Quelques habitations isolées non raccordables aux réseaux existants (à l'Ouest du bourg),
- et les zones d'habitats diffus ou isolés.

Soit près de 140 logements sur l'ensemble du territoire.

Dans ces secteurs, pour les projets de réhabilitation de l'habitat existant ou éventuellement d'habitat neuf ( $\leq 10$  logements suivant le PLU), il conviendra de s'appuyer sur des études de sols rigoureuses permettant de définir et dimensionner précisément la filière d'assainissement individuel à mettre en œuvre.

### 4.4. LES EAUX PLUVIALES

⇒ Conformément à l'article L.2224-10 du Code général des collectivités territoriales le zonage d'assainissement identifie les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement (3°) et celles où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement ... (4°).

⇒ Le règlement prévu dans le cadre du PLU impose une gestion appropriée des eaux pluviales (limitation, régulation des débits) sur l'ensemble de la commune. Par conséquent, Saint-Etienne Métropole n'a pas jugé opportun de délimiter plus précisément des zones où des mesures complémentaires pourraient s'avérer nécessaires en matière de gestion des eaux pluviales.

## 5. EFFETS DU ZONAGE

Il est rappelé que le classement d'une zone en zone d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu et ne peut avoir pour effet :

- Ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement,
- Ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions est antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement,
- Ni de constituer un droit, pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte. Les dépenses correspondantes supportées par la collectivité responsable donnent lieu au paiement de contributions par les bénéficiaires d'autorisation de construire, conformément à l'article L 332.6-1 du Code de l'Urbanisme.

➡ *Pour la commune de VALFLEURY, les compétences et obligations des communes relatives à l'assainissement non collectif et collectif et visées ci-dessous ont été transférées à Saint-Etienne Métropole.*

### 5.1. LES PRINCIPALES OBLIGATIONS CONCERNANT L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

#### 5.1.1. RESPONSABILITÉ DES PROPRIÉTAIRES

➡ **Article L.1331-1-1.I du Code de la Santé Publique :** " Les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif dont le propriétaire assure l'entretien régulier et qu'il fait périodiquement vidanger par une personne agréée par le représentant de l'Etat dans le département, afin d'en garantir le bon fonctionnement. Cette obligation ne s'applique ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés, ni aux immeubles qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve d'une convention entre la commune et le propriétaire définissant les conditions, notamment financières, de raccordement de ces effluents privés. »

➡ **Arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif de moins de 20 E.H..**

Art 2 « Les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas porter atteinte à la salubrité publique, à la qualité du milieu récepteur ni à la sécurité des personnes. Elles ne doivent pas présenter de risques pour la santé publique. ...

Tout dispositif de l'installation accessible en surface est conçu de façon à assurer la sécurité des personnes et éviter tout contact accidentel avec les eaux usées ... Les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas présenter de risques de pollution des eaux souterraines ou superficielles, particulièrement celles prélevées en vue de la consommation humaine ou faisant l'objet d'usages particuliers tels que la conchyliculture, la pêche à pied, la cressiculture ou la baignade.

Sauf dispositions plus strictes fixées par les réglementations nationales ou locales en vue de la préservation de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, l'implantation d'une installation d'assainissement non collectif telle que définie à l'article 1er est interdite à moins de 35 mètres d'un captage déclaré d'eau destinée à la consommation humaine. Cette distance peut être réduite pour des situations particulières permettant de garantir une eau propre à la consommation humaine. En cas d'impossibilité technique et lorsque l'immeuble est desservi par le réseau public de distribution d'eau potable, l'eau du captage est interdite à la consommation humaine.

Les installations mettant à l'air libre ou conduisant au ruissellement en surface de la parcelle des eaux usées brutes ou prétraitées doivent être conçues de façon à éviter tout contact accidentel avec ces eaux et doivent être implantées à distance des habitations de façon à éviter toute nuisance ... »

⇒ **Arrêté du 22 juin 2007, article 16** relatif aux installations d'assainissement non collectif de plus de 20 E.H. de capacité.

⇒ **Article L.1331-1-1.II. du Code de la Santé Publique** : « Le propriétaire fait procéder aux travaux prescrits par le document établi à l'issue du contrôle prévu au III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales, dans un délai de quatre ans suivant la notification de ce document . »

⇒ **Article L1331-11-1 du Code de la Santé Publique** : « Lors de la vente de tout ou partie d'un immeuble à usage d'habitation non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, le document établi à l'issue du contrôle des installations d'assainissement non collectif effectué dans les conditions prévues au II de l'article L. 1331-1-1 du présent code et daté de moins de trois ans au moment de la signature de l'acte de vente est joint au dossier de diagnostic technique prévu aux articles L. 271-4 et L. 271-5 du code de la construction et de l'habitation. Si le contrôle des installations d'assainissement non collectif effectué dans les conditions prévues au II de l'article L. 1331-1-1 du présent code est daté de plus de trois ans ou inexistant, sa réalisation est à la charge du vendeur. »

⇒ **Article L.216-6 du Code de l'Environnement** : « Le fait de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent, même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la flore ou à la faune (...), ou des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau ou des limitations d'usage des zones de baignade, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende ... » .

⇒ Les règles fixées par le **règlement du service d'assainissement collectif de Saint-Etienne Métropole** devront être respectées.

### 5.1.2. RESPONSABILITÉ DE SAINT-ETIENNE MÉTROPOLE

⇒ Article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales :

« I.-Les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées.

III.-Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, la commune assure le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission consiste :

- 1° Dans le cas des installations neuves ou à réhabiliter, en un examen préalable de la conception joint, s'il y a lieu, à tout dépôt de demande de permis de construire ou d'aménager et en une vérification de l'exécution. A l'issue du contrôle, la commune établit un document qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires ;
- 2° Dans le cas des autres installations, en une vérification du fonctionnement et de l'entretien. A l'issue du contrôle, la commune établit un document précisant les travaux à réaliser pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement.

Les modalités d'exécution de la mission de contrôle, les critères d'évaluation de la conformité, les critères d'évaluation des dangers pour la santé et des risques de pollution de l'environnement, ainsi que le contenu du document remis au propriétaire à l'issue du contrôle sont définis par un arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement.

Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder dix ans.

Elles peuvent assurer, avec l'accord écrit du propriétaire, l'entretien, les travaux de réalisation et les travaux de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif prescrits dans le document de contrôle. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non collectif.

Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif.

Les dispositifs de traitement destinés à être intégrés dans des installations d'assainissement non collectif recevant des eaux usées domestiques ou assimilées au sens de l'article L. 214-2 du code de l'environnement et n'entrant pas dans la catégorie des installations avec traitement par le sol font l'objet d'un agrément délivré par les ministres chargés de l'environnement et de la santé. »

➡ **Arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif :**

• Art. 3 : Pour les installations neuves ou à réhabiliter mentionnées au 1<sup>o</sup> du III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales, la mission de contrôle consiste en :

a) Un examen préalable de la conception : cet examen consiste en une étude du dossier fourni par le propriétaire de l'immeuble, complétée si nécessaire par une visite sur site, qui vise notamment à vérifier :

- l'adaptation du projet au type d'usage, aux contraintes sanitaires et environnementales, aux exigences et à la sensibilité du milieu, aux caractéristiques du terrain et à l'immeuble desservi ;
- la conformité de l'installation envisagée au regard de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié relatif aux prescriptions techniques ou de l'arrêté du 22 juin 2007 susvisés ;

b) Une vérification de l'exécution : cette vérification consiste, sur la base de l'examen préalable de la conception de l'installation et lors d'une visite sur site effectuée avant remblayage, à :

- identifier, localiser et caractériser les dispositifs constituant l'installation ;
- repérer l'accessibilité ;
- vérifier le respect des prescriptions techniques réglementaires en vigueur.

...

A l'issue de l'examen préalable de la conception, la commune élabore un rapport d'examen de conception remis au propriétaire de l'immeuble. Ce document comporte :

- la liste des points contrôlés ;
- la liste des éventuels manques et anomalies du projet engendrant une non-conformité au regard des prescriptions réglementaires ;
- la liste des éléments conformes à la réglementation ;
- le cas échéant, l'attestation de conformité du projet prévue à l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme.

A l'issue de la vérification de l'exécution, la commune rédige un rapport de vérification de l'exécution dans lequel elle consigne les observations réalisées au cours de la visite et où elle évalue la conformité de l'installation. En cas de non-conformité, la commune précise la liste des aménagements ou modifications de l'installation classés, le cas échéant, par ordre de priorité, à réaliser par le propriétaire de l'installation. La commune effectue une contre-visite pour vérifier l'exécution des travaux dans les délais impartis, avant remblayage.

• **Art. 4.** – Pour les autres installations mentionnées au 2° du III de l'article L. 2224-8 du CGCT (installations existantes), la mission de contrôle consiste à :

- vérifier l'existence d'une installation, conformément aux dispositions de l'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique ;
- vérifier le bon fonctionnement et l'entretien de l'installation ;
- évaluer les dangers pour la santé des personnes ou les risques avérés de pollution de l'environnement ;
- évaluer une éventuelle non-conformité de l'installation.

... Dans le cas où la commune n'a pas décidé de prendre en charge l'entretien des installations d'assainissement non collectif, la mission de contrôle consiste à :

- lors d'une visite sur site, vérifier la réalisation périodique des vidanges et l'entretien périodique des dispositifs constituant l'installation, selon les cas, conformément aux dispositions des articles 15 et 16 de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié relatif aux prescriptions techniques ou de l'arrêté du 22 juin 2007 susvisés ;
- vérifier, entre deux visites sur site, les documents attestant de la réalisation des opérations d'entretien et des vidanges, notamment les bordereaux de suivi des matières de vidange établis conformément aux dispositions de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié relatif à l'agrément des vidangeurs susvisé.

... A l'issue du contrôle, la commune rédige un rapport de visite où elle consigne les observations réalisées au cours de la visite et qui comporte le prénom, le nom et la qualité de la personne habilitée pour approuver le document ainsi que sa signature. ... Le rapport de visite constitue le document mentionné à l'article L. 1331-11-1 du code de la santé publique.

• **Art. 5.** – Le document établi par la commune à l'issue d'une visite sur site comporte la date de réalisation du contrôle et est adressé par la commune au propriétaire de l'immeuble. Sur la base des travaux mentionnés dans le document établi par la commune à l'issue de sa mission de contrôle, le propriétaire soumet ses propositions de travaux à la commune, qui procède, si les travaux engendrent une réhabilitation de l'installation, à un examen préalable de la conception, selon les modalités définies à l'article 3 ci-dessus.

La commune effectue une contre-visite pour vérifier l'exécution des travaux dans les délais impartis, avant remblayage. »

➡ **Article L1331-11 du Code de la Santé Publique** « Les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées :

- 1° Pour l'application des articles L. 1331-4 et L. 1331-6 ;
- 2° Pour procéder à la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif prévue au III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales ;
- 3° Pour procéder à l'entretien et aux travaux de réhabilitation et de réalisation des installations d'assainissement non collectif en application du même III ;
- 4° Pour assurer le contrôle des déversements d'eaux usées autres que domestiques et des utilisations de l'eau assimilables à un usage domestique ... »



## 5.2. LES PRINCIPALES OBLIGATIONS CONCERNANT L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

### 5.2.1. RESPONSABILITÉ DES PROPRIÉTAIRES

⇒ **Article L.1331-1 du Code de la Santé Publique** : « Le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte.

Un arrêté interministériel détermine les catégories d'immeubles pour lesquelles un arrêté du maire, approuvé par le représentant de l'Etat dans le département, peut accorder soit des prolongations de délais qui ne peuvent excéder une durée de dix ans, soit des exonérations de l'obligation prévue au premier alinéa.

Il peut être décidé par la commune qu'entre la mise en service du réseau public de collecte et le raccordement de l'immeuble ou l'expiration du délai accordé pour le raccordement, elle perçoit auprès des propriétaires des immeubles raccordables une somme équivalente à la redevance instituée en application de l'article L. 2224-12-2 du code général des collectivités territoriales. La commune peut fixer des prescriptions techniques pour la réalisation des raccordements des immeubles au réseau public de collecte des eaux usées et des eaux pluviales. »

⇒ **Article L.1331-4 du Code de la Santé Publique** : « Les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge exclusive des propriétaires et doivent être réalisés dans les conditions fixées à l'article L. 1331-1. Ils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement par les propriétaires ... »

⇒ Les règles fixées par le **règlement du service d'assainissement non collectif de Saint-Etienne Métropole** devront être respectées.

### 5.2.2. RESPONSABILITÉ DE SAINT ETIENNE MÉTROPOLE

⇒ **Article L2224-8 du Code général des Collectivités Territoriales** :

I.-Les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées. Dans ce cadre, elles établissent un schéma d'assainissement collectif comprenant, avant la fin de l'année 2013, un descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées. Ce descriptif est mis à jour selon une périodicité fixée par décret afin de prendre en compte les travaux réalisés sur ces ouvrages.

II.-Les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. Elles peuvent également, à la demande des propriétaires, assurer les travaux de mise en conformité des ouvrages visés à l'article L. 1331-4 du code de la santé publique, depuis le bas des colonnes descendantes des constructions jusqu'à la partie publique du branchement, et les travaux de suppression ou d'obturation des fosses et autres installations de même nature à l'occasion du raccordement de l'immeuble ... ».

## 5.3. LES PRINCIPALES OBLIGATIONS CONCERNANT LES EAUX PLUVIALES

### 5.3.1. RESPONSABILITÉ DES PROPRIÉTAIRES

- ➡ Le statut général des eaux pluviales est posé par le code civil dont les dispositions s'appliquent à tous (particuliers, collectivités, etc.). Il impose (art. L. 640 et L. 641 du code civil) aux propriétaires « inférieurs » une servitude vis-à-vis des propriétaires « supérieurs ». Les propriétaires « inférieurs » doivent accepter l'écoulement naturel des eaux pluviales sur leur fonds. Cette obligation disparaît si l'écoulement naturel est aggravé par une intervention humaine.
- ➡ Les rejets importants d'eaux pluviales peuvent être soumis à une procédure « au titre de la loi sur l'eau » (art. L. 214-1 à L.214-6 du code de l'environnement) et sont principalement concernés par les rubriques 2.1.2.0 et 2.1.5.0 de la nomenclature de l'article R. 214-1 du code de l'environnement
- ➡ Contrairement aux dispositions applicables en matière d'eaux usées, il n'existe pas d'obligation générale de raccordement en ce qui concerne les eaux pluviales. Le raccordement peut cependant être imposé par le règlement du service d'assainissement ou par des documents d'urbanisme.
- ➡ En matière de gestion des eaux pluviales, les préconisations de Saint-Etienne Métropole sont les suivantes :
  - Privilégier une gestion à la parcelle (infiltration par exemple) ainsi que la récupération des eaux pluviales,
  - En case de rejet au réseaux eaux pluviales ou au milieu hydraulique superficiel, mettre en œuvre une rétention adaptée. Dans le cadre du Contrat de rivière Gier, Saint-Etienne Métropole préconise la création d'ouvrage de rétention sur la base des critères suivants : stockage de 240m<sup>3</sup>/ha imperméabilisé sur la base d'une pluie trentennale et d'un débit de fuite de 15l/s/ha aménagé.

### 5.3.2. RESPONSABILITÉ DE SAINT ETIENNE MÉTROPOLÉ

- ➡ L'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales prévoit que les communes et leurs établissements publics de coopération délimitent « les zones où des mesures doivent être prises pour **limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement** », ainsi que « les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »
- ➡ **Articles L.2333-97 à L.2333-101 du code général des collectivités territoriales** : La collecte, le transport, le stockage et le traitement des eaux pluviales constituent un service public administratif relevant des communes. Celles-ci peuvent instituer une taxe annuelle dont le produit est affecté à son financement :.
- ➡ Décret n° 2011-815 du 6 juillet 2011 relatif à la taxe pour la gestion des eaux pluviales urbaines précisant les modalités de mise en place de cette taxe.